



**PRÉFET  
DES PYRÉNÉES-  
ATLANTIQUES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Nouvelle - Aquitaine**

**Arrêté préfectoral n° 2726/2025/118  
fixant des prescriptions complémentaires à la société  
ARYSTA LIFESCIENCE  
Établissement de Noguères**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le Code de l'environnement ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460
- VU** les arrêtés préfectoraux en vigueur réglementant les activités de la société ARYSTA LIFESCIENCE sur le territoire de la commune de Noguères et en particulier l'arrêté préfectoral de régularisation des prescriptions n° 2726/2014/68 du 8 octobre 2014 ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2025-06-26-00002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société ARYSTA LIFESCIENCE le 15 septembre 2025 concernant le projet de modification de l'atelier Flow B pour produire les Herbicides à base de Sulfonylurée ;
- VU** le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 2 décembre 2025 ;
- VU** le message électronique transmis à l'exploitant le 6 novembre 2025 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par mail en date du 18 novembre 2025 et du 24 novembre 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** néanmoins que la modification consiste en une réorganisation de la production par le transfert des productions d'herbicides à base de Sulfonylurée depuis l'atelier Flow C vers l'atelier Flow B, l'arrêt des productions réalisées à ce jour sur l'atelier Flow B qui doivent être transférées sur un autre site et intègre également des modifications apportées à certains émissaires qui ont été regroupés, sans impact sur les flux rejetés et bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, il y a lieu de mettre à jour certaines dispositions spécifiques liés aux installations, et les conditions de rejets ainsi que le programme de surveillance des émissions atmosphériques ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture ;

## **ARRÊTE**

### **Article premier : Exploitant titulaire de l'autorisation**

La société ARYSTA LIFESCIENCE, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé Route d'Artix, BP80, 64150 Noguères, qui est autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Noguères des installations de production de produits phytosanitaires est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

## Article 2 : Article modifié

Les dispositions de l'article « 3.4.5 Conduits, installations raccordées, conditions générales de rejet » de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2014 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Unité/Bâtiment	Cheminée	Hauteur	Activité concernée par la ventilation	Dispositif de traitement	Débit m <sup>3</sup> /h	Vitesse m/s
Granulation N°3	A	17,5	Formulation /conditionneuse	Filtre a particule absolu et tour de lavage	10 603	12
	O	14	Formulation conditionneuse produit ATEX	Filtre a particule absolu	6 000	12
Flow C N°11	D	13,5	« Futur projet » <sup>1</sup> « Futur projet » <sup>1</sup>	Filtre a particule absolu	4 323	12
				Filtre a particule absolu	4 221	12
	B	15	Flow A – Formulation Flow B -- Formulation poudre	Filtre a particule absolu	2 590	20
				Filtre a particule absolu	3 161	20
FLOW/MICRO N°8/9	B	15	Flow B – Formulation, évent cuve et conditionnement <sup>2</sup>	Filtre a particule absolu	4 593	20
				Filtre a particule absolu	6 000	20
	M	17,5	WDG	Filtre a particule absolu	25 000	5
	E	10,5	EUROTECH	Filtre a particule absolu	5 138	5
Liquide N°13	F/G	17,5	Formulation Insecticides	Pas de traitement	4 000	20
	I	10	Formulation Herbicides	Pas de traitement	248	5
	K	11	Formulation Herbicides	Pas de traitement	216	5
	L/H	14	Cuve tampon + conditionnement insecticide	Pas de traitement	7 000	20
Fluide N°28	J	17,5	Conditionnement Herbicide	Pas de traitement	336	5
	P	10	Conditionnement ligne automatique	Pas de traitement	2 000	12

<sup>1</sup> : Dans le cadre de la modification portée à connaissance du 15 septembre 2025, le projet de reconversion de l'atelier Flow C n'est pas précisé et les émissaires correspondants sont inactifs. Les caractéristiques des émissaires sont maintenues dans le tableau à titre d'information. Ce projet devra faire l'objet d'une nouvelle demande de modification, laquelle devra préciser et justifier de manière détaillée les impacts du projet en matière de rejets atmosphériques.

<sup>2</sup> : Dans le cadre de la modification portée à connaissance du 15 septembre 2025, l'atelier Rovema est mis à l'arrêt et l'émissaire B5 qui y était rattaché est inactif. Les caractéristiques de cet émissaire sont maintenues dans le tableau à titre d'information. La remise en service de cet atelier et de l'émissaire associé devra passer par le dépôt d'un nouveau projet de modification.

Les débits des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 3 : Article modifié

Les dispositions de l'article « 3.4.6 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques » de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2014 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O2 ou CO2 précisée dans le tableau ci-dessous ;

Concentrations exprimées en mg/Nm³

	A	B1	B2	B3	B5	D1	D2	E	F/G	H/L	I	J	K	M	O	P
Concentration en O2 de référence	Celle mesurée dans les effluents en sortie du conduit															
Poussières	2	2	2	2	1	2	2	2	2	NC	2	NC	2	2	2	NC
COV	3															
Substances cancérigènes / matière active	4	4	4	4	1	2	2	4	4	NC	4	NC	4	4	4	NC

NC : Non concerné

1 : Dans le cadre de la modification portée à connaissance du 15 septembre 2025, l'atelier Rovema est mis à l'arrêt et l'émissaire B5 qui y était rattaché est inactif. La remise en service de cet atelier et de l'émissaire associé devra passer par le dépôt d'un nouveau projet de modification.

2 : Dans le cadre de la modification portée à connaissance du 15 septembre 2025, le projet de reconversion de l'atelier Flow C n'est pas précisé et les émissaires correspondants sont inactifs. Ce projet devra faire l'objet d'une nouvelle demande de modification, laquelle devra préciser et justifier de manière détaillée les impacts du projet en matière de rejets atmosphériques.

3 : Les valeurs limites sont précisées à l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2014 susvisé, l'autosurveillance à mettre en œuvre est précisée à l'article 5 du présent arrêté.

4 : Les éventuelles valeurs limites en concentration pour les substances cancérigènes ou matière active dépendent des substances considérées.

Article 4 : Article modifié

Les dispositions de l'article « 3.4.7 Valeurs limites des flux de polluants rejetés » de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2014 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Flux exprimés en g/h sauf indication contraire

	A	B1	B2	B3	B5	D1	D2	E	F/G	H/L	I	J	K	M	O	P
--	---	----	----	----	----	----	----	---	-----	-----	---	---	---	---	---	---



Poussières	21,2	5,2	8,6	8,4	1	2	2	10,3	6,7	NC	0,5	NC	0,4	144	12	NC
------------	------	-----	-----	-----	---	---	---	------	-----	----	-----	----	-----	-----	----	----

1 : Dans le cadre de la modification portée à connaissance du 15 septembre 2025, l’atelier Rovema est mis à l’arrêt et l’émissaire B5 qui y était rattaché est inactif. La remise en service de cet atelier et de l’émissaire associé devra passer par le dépôt d’un nouveau projet de modification.

2 : Dans le cadre de la modification portée à connaissance du 15 septembre 2025, le projet de reconversion de l’atelier Flow C n’est pas précisé et les émissaires correspondants sont inactifs. Ce projet devra faire l’objet d’une nouvelle demande de modification, laquelle devra préciser et justifier de manière détaillée les impacts du projet en matière de rejets atmosphériques.

**Article 5 : Article modifié**

Les dispositions de l'article « 8.2.1 Auto surveillance des émissions atmosphériques » de l’arrêté préfectoral du 8 octobre 2014 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les mesures portent sur tous les rejets décrits à l’article 2 du présent arrêté.

Cheminée / conduit																
Paramètre	A	B1	B2	B3	B5	D1	D2	E	F/G	H/L	I	J	K	M	O	P
Poussières	1/s	1/s	1/s	1/s	2	3	3	1/s	1/s	-	1/s	-	1/s	1/s	1/s	-
COV	Oui	Oui	Oui	Oui	2	3	3	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Matière active 1	Oui	Oui	Oui	Oui	2	3	3	Oui	Oui	-	Oui	-	Oui	Oui	Oui	-
Débit								En continu								
O2								En continu								

1/s : Une fois par semestre

Oui : L’autosurveillance s’applique conformément aux articles 3.3.2 et 3.3.3 de l’Arrêté Préfectoral du 8 octobre 2014

1 : L’exploitant réalise les campagnes d’autosurveillance lors des formulations les plus pénalisantes en termes de rejets (par exemple celles utilisant des COV à tension de vapeur élevée).

2 : Dans le cadre de la modification portée à connaissance du 15 septembre 2025, l’atelier Rovema est mis à l’arrêt et l’émissaire B5 qui y était rattaché est inactif. La remise en service de cet atelier et de l’émissaire associé devra passer par le dépôt d’un nouveau projet de modification.

3 : Dans le cadre de la modification portée à connaissance du 15 septembre 2025, le projet de reconversion de l’atelier Flow C n’est pas précisé et les émissaires correspondants sont inactifs. Ce projet devra faire l’objet d’une nouvelle demande de modification, laquelle devra préciser et justifier de manière détaillée les impacts du projet en matière de rejets atmosphériques.

Dans le mois suivant la mise en service de Flow B dans la configuration prévue dans le cadre de modifications portée à connaissance du 15 septembre 2025, l’exploitant fait réaliser une campagne d’analyse des rejets au niveau des émissaires B2 et B3. Les résultats sont transmis à l’inspection des installations classées dès réception.

Au plus tard le 30 juin 2026, l'exploitant proposera un programme de renforcement de la surveillance des émissions réglementées dans le présent arrêté (notamment des COV particulier). Ce programme sera établi en vue de mettre en œuvre les exigences de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 à l'échéance prévue. Il devra être argumenté sur la base des inventaires menés en prévision de la mise en œuvre de l'article 2.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 et des résultats des campagnes de mesures réalisées en application de l'arrêté préfectoral n° 2726/2019/030 du 8 août 2019. Cette proposition devra compléter les éléments fournis dans le cadre du dossier de réexamen remis en application de l'article R. 515-70 à 73 du Code de l'environnement.

Les ateliers de conditionnement Flow A et Flow B sont rattachés à un émissaire actuellement non listé spécifiquement dans le présent arrêté (émissaire C). Au plus tard pour le 30 juin 2026, l'exploitant fera réaliser une campagne de mesures à cet émissaire pour les paramètres pertinents dûment justifiés dont a minima les poussières totales, COV totaux et matière active et se positionnera sur un éventuel programme de surveillance à mettre en place à cet émissaire au regard des exigences de l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 à l'échéance prévue. Cette proposition devra compléter les éléments fournis dans le cadre du dossier de réexamen remis en application de l'article R. 515-70 à 73 du Code de l'environnement.

## **Article 6 : Articles modifiés**

Les dispositions du « Titre 11 Prescriptions particulières applicables à l'unité micronisation » de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2014 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

### **TITRE 11 – Prescriptions particulières applicables à l'unité WDG**

#### **Article 6.1 : Constitution de l'unité**

L'unité WDG est constituée d'une ligne de fabrication et de conditionnement, comprenant principalement les équipements suivants :

- Station de vidange bigbag ;
- Mélangeurs ;
- Broyeur à jet d'air ;
- Granulateurs ;
- Trolleys ;
- Silos.

#### **Article 6.2 : Capacité de production**

Elle permet la production d'environ 3 000 t/an de produits à base de captane.

#### **Article 6.3 : Conception des bâtiments**

La conception des ateliers doit être telle qu'elle interdise tout rejet de matières actives ou produits phytosanitaires vers l'extérieur du bâtiment, lors de l'ouverture des portes notamment.

#### **Article 6.4 : Pollution des eaux**

6.4.1 – Les sols des locaux de fabrication doivent former cuvettes de rétention ou être reliés à une capacité de rétention permettant la récupération des produits accidentellement répandus, des eaux de lavage des sols et des éventuelles eaux d'intervention en cas d'incendie.

Ces rétentions ne doivent en aucun cas être reliées directement au milieu naturel.

6.4.2 – Tous les effluents liquides de l'unité y compris les eaux de lavage des sols, doivent être éliminés comme des déchets.

#### **Article 6.5 : Pollution de l'air**

6.5.1 – Tous les équipements de fabrication et de circulation des produits sont mis en légère dépression par rapport aux locaux de fabrication, eux-mêmes déjà en dépression par rapport à l'air extérieur.

6.5.2 – L'air issu de chacun des équipements de fabrication, doivent subir une épuration permettant l'obtention d'une concentration en poussières inférieure à 0,1 mg/m<sup>3</sup>.

6.5.3 – Les rejets atmosphériques sont effectués par une cheminée de 17,5 mètres de hauteur et avec une vitesse d'éjection supérieure à 5 m/s.

6.5.4 – L'exploitant doit s'assurer en continu du bon fonctionnement des installations de traitement des effluents gazeux et contrôler régulièrement leur efficacité. Les résultats de ces contrôles sont mentionnés sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

6.5.5 – Une mesure du débit, de la vitesse d'éjection et de la concentration en poussières doit être réalisée au moins une fois par an, aux frais de l'exploitant, par un organisme extérieur compétent.

6.5.6 – Les résultats de ces déterminations doivent être adressés dès que possible à l'Inspection des Installations Classées.

6.5.7 – A cet effet, une plate-forme de mesure fixe doit être implantée en conformité avec les prescriptions générales applicables à l'établissement.

#### **Article 6.6 : Prévention des risques**

6.6.1 – Autant que possible, les matières actives sont mises en œuvre par unités entières de conditionnement.

6.6.2 – Toutes dispositions doivent être prises pour minimiser les risques liés à l'électricité statique, notamment au niveau des broyeurs et de l'introduction des matières pulvérulentes dans les capacités.

6.6.3 – Sur chaque ligne de fabrication, le moteur des broyeurs est protégé par un disjoncteur thermique.

6.6.4 – Les installations doivent être conçues de façon à ce qu'une surpression dans une capacité puisse se décharger vers une zone exempte de personnel.

6.6.5 – Aucune flamme, ni aucun risque d'origine électrique ne doit être introduit dans cette unité sans permis de feu établi par une personne dûment habilitée par l'exploitant.

#### **Article 7 : Délai et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet d'un recours contentieux devant de la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau, dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte lui a été notifié,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage de l'acte en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

#### **Article 8 : Publicité**

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de deux mois.



### **Article 9 : Exécution**

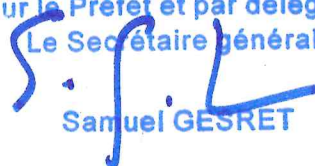
Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le maire de Noguères, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ARYSTA LIFESCIENCE.

Pau, le 16 DEC. 2025

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire général,

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'S. GESRET', is written over the printed name.

Samuel GESRET

16 DEC 1952

Pour le Prêtre et par délégation  
Le Secrétaire général,

Samuel GESSRET